

Défendons nos entreprises en renforçant l'unité de tous les salarié.e.s

Les forts taux de grévistes du 10 décembre dernier, y compris dans l'encadrement, traduisent l'inquiétude et l'opposition à la désintégration des entreprises historiques du secteur énergétique, EDF et ENGIE. Inquiétude partagée par les cadres, qui se sont mobilisés par la grève lors des deux dernières journées d'action.

Dans ce contexte de crise les employeurs tentent, sans aucun argument probant mais à grands coups de rhétorique, de rassurer et de convaincre l'encadrement de la pertinence de ces stratégies purement financières.

Des arguments peu convaincants.

Hormis accuser les Organisations Syndicales et les journalistes « d'inventer » et de véhiculer de fausses informations, les employeurs **sont clairement incapables d'apporter la démonstration du bienfondé des choix stratégiques et politiques** des deux groupes. Dans ses interventions, le président Lévy ne cesse de marteler que le caractère « *intégré* » du Groupe serait préservé. C'est malhonnête, car **avec des entités juridiquement et économiquement indépendantes, rien ne serait plus intégré!** Une véritable entreprise intégrée, c'est le modèle que l'Ufict-CGT défend depuis toujours, et que le gouvernement veut détruire pour assouvir l'appétit des financiers et remplir ses caisses.

Rappelons d'ailleurs que ni le Premier Ministre, ni la Présidente de la Commission Européenne n'ont répondu favorablement aux demandes de rendez-vous des fédérations. Si nous défendons effectivement le même modèle, pourquoi alors refuser une rencontre ?

Une tentative « désespérée » sur l'encadrement pour diviser les salarié.e.s.

Les oppositions aux projets de démantèlement grandissent dans tous les collèges (cadres, techniciens, exécution), l'unité intersyndicale ne faiblit pas, un ancien président d'EDF dénonce même des stratégies hasardeuses, des députés de groupes politiques de droite comme de gauche interviennent à maintes reprises dans l'hémicycle... Face à ce front, il ne reste qu'une solution pour les employeurs : semer le doute et diviser les salariés en tentant de faire

adhérer l'encadrement comme dans la dernière communication « Q&A managers ».

Les choix politiques du gouvernement ne répondent en rien aux enjeux climatiques de demain et sont destructeurs pour l'emploi statutaire.

Par exemple, la conséquence immédiate de la RE2020 pour les infrastructures gazières, en réduisant le nombre d'usagers, sera une augmentation des prix, ce qui diminuera son intérêt : encore une tendance future à réduire les coûts et les effectifs ! Pourtant, tous les outils de décarbonation, notamment le développement des Gaz Renouvelables, le nucléaire, l'hydraulique, les EnR ont leur place dans un bon mix énergétique.

Rien n'est encore acté et d'autres solutions existent.

C'est le moment d'élever d'un cran le rapport de force. L'unité de l'ensemble du salariat, amplifiée par l'unité syndicale, doit imposer d'autres choix. Avec **le Programme Progressiste de l'Energie proposé par la CGT**, faisons-en sorte que le **service public de l'énergie** organisé en EPIC devienne un outil de lutte contre le réchauffement climatique : une entité au service des citoyens pour les accompagner vers plus d'efficacité et de performance énergétique.

Encadrants, vous connaissez vos responsabilités. En vous mobilisant par la grève le 17 décembre prochain, vous contribuerez à préserver l'avenir du bien commun que sont nos entreprises pour la filière énergétique, mais aussi celui de vos emplois